



Des maisons « à soi », **des villes sensibles**

Et si les activités de soin prises en charge par les femmes – et toutes les interdépendances qu'elles entraînent – déterminaient la façon dont nous concevons les habitats, les quartiers, la ville ?

Vaste programme et perspectives enthousiasmantes travaillées ici et ailleurs par de nombreuses féministes. Terrain d'exploration, aussi, du colloque international « Habiter le care » qui s'est tenu en novembre dernier à la Faculté d'Architecture de Bruxelles. Morceaux choisis.

VÉRONIQUE LAURENT (TEXTE) ET MARIE BOISSON (ILLUSTRATION)

Articuler, politiquement et aussi très concrètement, les thématiques des lieux de vie et des soins permet-il de répondre à des enjeux de justice sociale ? Durant deux jours, le colloque « Habiter le care » a notamment décortiqué les (nombreux) rapports de pouvoir à l'œuvre dans les dynamiques du *care* au sein de l'espace privé et dans ses aspects impliquant les espaces publics. Parce que derrière les murs des maisons, lieu privilégié des soins (dont on sait que ce sont très majoritairement les femmes qui les prodiguent), femmes au foyer ou non, travailleuses sociales, travailleuses domestiques, nous, gardes-malades s'occupent des plus vulnérables, enfants, personnes handicapées, aîné-es...

« *Visibiliser le care, c'est visibiliser les vulnérabilités* », précisait la sociologue française Annie Dussuet durant le colloque. Se référant à de nombreuses sources féministes, la chercheuse rappelait les premiers jalons posés par les féministes des années 1970 pour tenter de politiser ce qu'il se passe dans la sphère privée, opposée à la sphère publique soumise, elle, à des règles communes. L'absence de regard sur l'espace privé du foyer, dès lors régi par la règle du plus fort, ne pose pas d'interdit à l'exploitation ni à la violence et, de ce fait, les légitime.

Autre constat des pionnières : derrière la gratuité apparente des échanges, la norme est celle du don, incarnée par la phrase « *je ne travaille pas ; je m'occupe de mes enfants* ». Pour « quantifier » le travail domestique, Annie Dussuet évoquait le critère de la « tierce personne » : le travail domestique est tout ce qui pourrait être fait par une « autre » personne. Le travail du *care* inclut le travail domestique dans une dimension plus large. Délégué aux femmes, souvent migrantes, qui effectuent ces tâches indispensables pourtant dévalorisées et sous-payées, il est le socle sur lequel repose l'économie capitaliste, faut-il le rappeler.

« *La société capitaliste divise. L'aide mutuelle est une alternative pour mettre un terme aux inégalités.* »

Coopératives de femmes en Uruguay

Rebattant les cartes de cette hiérarchisation patriarcale, raciale et capitaliste cachée derrière les murs des maisons, des façons alternatives d'habiter prennent en compte ces activités de soins. Isabel Zerboni, membre de la Fédération uruguayenne des coopératives d'aide mutuelle, la FUCVAM (Federación Uruguaya de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua), expliquait lors du colloque le fonctionnement de la coopérative de femmes El Hormiguero/La Fourmilière (36 familles, 107 personnes, 40 femmes, 22 hommes).

Créé en 1970 pour résoudre le problème du logement dans les secteurs à faible revenu en Uruguay, le mouvement social de la FUCVAM, impulsé par les syndicats, regroupe à ce jour 730 coopératives où le logement n'est pas envisagé comme une thématique à part mais intriquée dans toute une série d'autres besoins. Principes : l'autogestion, l'entraide et la propriété collective. « *Tous les ans, la commune attribue des terrains aux coopératives : il faut se mobiliser, concevoir un projet, explique Isabel Zerboni. On voulait des maisons qui soient les unes en face des autres, avec de la lumière naturelle, et bien isolées, et un petit jardin devant. On a voulu aussi une cuisine et un salon communs. Il a fallu faire les plans, instaurer diverses commissions, une pour la mise en œuvre, par exemple.* » Les futur-es utilisateurs/trices participent activement à leur construction.

« *L'autoconstruction déconstruit les inégalités de genre, nous renforce en tant qu'êtres, en tant que femmes* », souligne l'habitante de La Fourmilière.

L'organisation en propriété collective interdit l'hypothèque ou la vente et, avec la gestion et l'entretien communs, crée appartenance et autonomisation. Toutes les normes de vie (dont, aussi, les liens avec le quartier, les énergies renouvelables...) sont discutées en assemblée. Une banque d'« heures solidaires » a été mise en œuvre : « *l'assemblée attribue ainsi des heures supplémentaires à certaines. Celles qui ont plus de temps en font plus. Celles qui peuvent moins peuvent être exonérées : il y a une redistribution du temps en fonction des charges de famille.* »

Si l'une ne peut pas payer son loyer, la coopérative supplée au nom du principe d'entraide. Personne n'est mis dehors. Des ateliers émaillent la vie de la coopérative, dont celui des droits des enfants, droit aux loisirs, droit à la connaissance du pays, par exemple. « *Pour soutenir les femmes, on organise même des fêtes de divorce... Si on n'a pas d'espaces communautaires, on perd en qualité de vie* », concluait la militante.

Projets féministes à Barcelone

En Espagne, à Barcelone, « Punt 6 », un collectif urbaniste de la vie quotidienne, propose une kyrielle de services et d'outils pour transformer la ville, relier les gens, fluidifier les espaces entre les différentes activités, décommercialiser l'espace public... Architecte et membre fondatrice,

« Pour soutenir les femmes, on organise même des fêtes de divorce... Si on n'a pas d'espaces communautaires, on perd en qualité de vie. »

Roser Casanovas insistait sur l'importance de mettre en place des pratiques féministes tous azimuts : intégration de perspectives féministes dans les plans de mobilité, processus participatifs recueillant la diversité des besoins dans les quartiers... Elle précisait : « *La société capitaliste divise. L'aide mutuelle est une alternative pour mettre un terme aux inégalités. Partager les ressources pour réduire l'impact environnemental, par exemple. Mais il n'existe pas qu'une seule forme. Nos discours ont pour objectif d'influencer la société, ils ont une visée transformatrice.* »

Paula Santos, coordinatrice de l'association « Mujeres Migrantes y Diversas », témoignait quant à elle de l'expérience de la Casa Berta, une maison féministe auto-gérée par des femmes migrantes, fournissant un endroit sûr où dormir et vivre, temporairement ou en cas d'urgence. Partant des besoins des femmes, mise en place et gérée par elles, cette initiative promeut un modèle contournant l'éventuelle sensation d'être assistées et la victimisation que peut induire une prise en charge.

Projets Rosa à Vienne

Dans la capitale autrichienne, le développement d'habitats pour femmes inter-générationnels et axés sur la diversité a commencé en 2009. Ingrid Shukri, résidente et organisatrice du premier projet Rosa, en racontait le point de départ : peu de femmes pouvaient se permettre d'acheter un logement. Combien d'argent pourraient-elles consacrer à une location ?

Il fallait que les institutions publiques favorisent « *des contrats entre les mains des femmes* » ; c'est devenu le slogan des « *frauenwohnprojekte* ». Chaque locataire signe un contrat avec l'institution en charge. L'habitat collectif, organisé en association, comprend des espaces communs et d'autres privés, coordonnés par les habitantes. Un règlement détermine l'occupation des zones. Un-e superviseur/euse aide à renforcer la dynamique de groupe et à gérer les conflits, inévitables. Il est possible aux femmes locataires d'acheter leur logement après dix ans – ce qui pose tout de même la question de la pérennité du projet.

Un quatrième projet Rosa est en cours. Parmi les deux autres logements collectifs qui ont vu le jour depuis 2009 : Rosa Senioras, donnant la possibilité aux femmes plus âgées de vieillir ensemble. Sur un groupe WhatsApp s'échangent les infos, les urgences. Chaque locataire possède la clé des autres espaces privés pour faciliter l'aide de proximité. Il existe un pot commun : chacune des membres y contribue pour l'aménagement des communs, ou aider une femme dans le besoin (avec un crédit loyer).

Une des intervenantes du colloque, Ingrid Shukri, du projet Rosa, constatait qu'il est difficile de faire comprendre l'importance du féminisme aux politiques et que concrétiser les projets

prenait des années. Mais, ajoutait-elle, « *quand on met l'accent sur les conditions de vie des femmes, c'est plus simple de négocier* ». La mise en lumière féministe de celles qui soignent montre ce que le *care* fait à la société et, par là même, combat le racisme, le sexisme, les inégalités qui traversent les pratiques du *care*, aussi induites par la disposition de nos espaces de vie (individuels, cloisonnés, destinés à consommer...). Avec un point d'attention transversal : ne pas favoriser, par cette visibilité, davantage de contrôle social. Le *care* et l'architecture ou l'urbanisme sont politiques autant que quotidiens. Repenser habitat, aménagement urbain, espaces de soins à l'aune de nos fragilités ouvre de nouvelles perspectives, sensibles. ●

